

David Graeber: «Les gilets jaunes font partie d'un mouvement révolutionnaire plus large»

PAR JOSEPH CONFAVREUX ET JADE LINDGAARD
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 14 DÉCEMBRE 2018



Boulevard des Italiens, 8 décembre 2018. © JC

L'anthropologue David Graeber, théoricien de la dette et des « *bullshit jobs* », est venu spécialement à Paris la semaine dernière pour observer les « gilets jaunes ». Entretien et comparaisons avec Occupy Wall Street à la veille d'une nouvelle journée de mobilisation.

David Graeber est anthropologue à la London School of Economics. Cette figure d'Occupy Wall Street est devenue célèbre avec son livre intitulé *Dette, 5000 ans d'histoire*, qui s'est écoulé à des centaines de milliers d'exemplaires, et dont Mediapart s'était saisi pour organiser **une rencontre entre lui et l'économiste Thomas Piketty**.

Il développe aussi, dans le prolongement de ses textes **sur la bureaucratie** et les « *bullshit jobs* », une analyse pionnière sur ce qu'il désigne par la *caring class*. Pour lui, il est en effet nécessaire de redéfinir les contours et l'imaginaire de la classe ouvrière, sur des bases moins productives et plus féministes, si l'on veut penser les révoltes et les émancipations de demain.

Ses sujets d'étude et ses activités militantes l'ont poussé à venir spécialement à Paris le week-end dernier pour observer le mouvement des « gilets jaunes ». Entretien à la veille d'une nouvelle journée de mobilisation.

Quels sont, pour vous, les points communs et les différences entre les gilets jaunes que vous avez vus à l'œuvre le week-end dernier et le mouvement Occupy Wall Street à New York en 2011, auquel vous avez activement participé ?

David Graeber : Le principal point commun est le rejet total de la politique traditionnelle et de l'autorité des responsables politiques. Ce qui a fait la spécificité d'Occupy, ce ne sont pas des revendications particulières, mais le fait qu'il ne s'agissait pas de demander aux responsables politiques de réparer ce qui n'allait pas. Le message principal d'Occupy était de dire que nous vivons dans un système institutionnel corrompu, qui n'était démocratique qu'en façade. Rejoindre un tel système pour prétendre le changer n'aurait pas de sens.



Boulevard des Italiens, 8 décembre 2018. © JC

Ce refus de légitimer le système en s'adressant à lui ou en espérant qu'il se réforme par lui-même se retrouve dans le mouvement des gilets jaunes. Historiquement, les mouvements qui mettent en cause la légitimité du système sont plus efficaces que ceux qui se fondent sur des revendications spécifiques.

En Argentine, en 2001, le mouvement social a commencé à gagner des choses quand il a fait siennes les méthodes et les exigences du mouvement pour la justice global *[l'expression désigne les mouvements altermondialistes – ndlr]*, avec un fonctionnement en assemblées, la création de ses propres médias, la reprise de ses revendications radicales. Les Argentins n'auraient pu attendre d'aucun de leurs responsables politiques qu'ils affrontent vraiment et directement le FMI. En envoyant paître le gouvernement et tous les politiciens, en s'auto-organisant, en créant leurs propres monnaies d'échange, en fonctionnant sous forme d'assemblées populaires, les Argentins ont obligé tout le pays à une véritable rupture avec le FMI, qui a contribué à la délégitimation de celui-ci sur toute la planète !

Le sociologue Immanuel Wallerstein a souligné ce point important : les vraies révolutions sont des révolutions mondiales, parce que nous formons un système-monde. Pensons à la Révolution française. En un sens, on peut dire que le Danemark a davantage changé que la France entre le milieu du XVIII^e siècle et le milieu du XIX^e siècle. Mais le Danemark n'aurait pas changé à ce point sans la Révolution française.

La Révolution française a tout bousculé en transformant le sens politique commun. Vingt ans avant la Révolution française, si vous aviez scruté ce qui se passait en France, vous auriez pu repérer quelques changements sociaux, avec des gens qui lisaient Voltaire dans les cafés, par exemple. En 1848, en 1917, en 1968, on a également vécu des mutations du sens politique commun. Ces moments révolutionnaires sont aussi des révolutions dans l'idée même de ce qu'est une révolution.

Cela signifie-t-il qu'il peut y avoir quelque chose de révolutionnaire même sans changement du gouvernement ou du pouvoir ?

Après 1848, il n'y a pas eu de prise de pouvoir. Mais tous les pays européens ont dû, ensuite, adopter des mesures d'aide sociale ou d'éducation pour le peuple, par exemple.

Mais, en France, aujourd'hui, on peut aussi s'inquiéter que l'explosion de colère sociale à laquelle on assiste dans les rues puisse déclencher un désastre politique, avec une victoire électorale de l'extrême droite...

Oui, c'est comme cela que le néolibéralisme assoit son autorité, en voulant faire croire qu'on aurait comme seul choix le libéralisme ou la barbarie. Mais, en réalité, c'est exactement l'inverse. C'est le refus de répondre aux motifs de la colère sociale qui a permis à l'extrême droite de se présenter comme une option envisageable.

Le terme de « mouvement social » pour désigner ce qui se passe avec les gilets jaunes vous paraît-il pertinent ?

Pour moi, c'est un soulèvement. Le soulèvement c'est quelque chose qui part du bas vers le haut, alors que le mouvement est organisé par quelqu'un et va dans une direction donnée. Dans un mouvement social, les revendications sont davantage précisées et adressées.

Est-ce le soulèvement de la « caring class » que vous avez analysée dans vos précédents travaux ?

Je voudrais le croire, mais il faudrait en savoir davantage sur la composition sociologique des gilets jaunes. Il y a beaucoup de travailleurs indépendants en leur sein. Mais d'avoir vu des ambulanciers affronter la police à Paris la semaine dernière me paraît significatif d'un mouvement général, où partout dans le monde, jusqu'en Nouvelle-Zélande, ce sont moins les ouvriers, au sens traditionnel du terme, qui se mettent à protester et à se mettre en grève, que les infirmières, les enseignants, les professions paramédicales, les femmes de ménage...

Cela a du sens. La productivité dans l'éducation ou dans la santé décline, alors qu'elle continue d'augmenter dans le secteur manufacturier traditionnel, avec la robotisation et la numérisation. Cela permet de payer correctement les travailleurs, tout en faisant des bénéfices.

Dans le travail du *care*, c'est l'inverse. De plus en plus de managers doivent justifier d'être payés pour organiser le travail et la productivité de plus en plus

de gens qui se plaignent de passer de plus en plus de temps non à s'occuper des autres mais à remplir des paperasses et des évaluations censées mesurer leur productivité et justifier le travail de ceux qui les encadrent.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

À cause de cette bureaucratie de l'évaluation, la productivité se réduit, et il faut engager de plus en plus de personnes pour conserver le même niveau de services, et donc les payer de moins en moins. Cette réalité se conjugue avec le fait qu'en général, dans le système économique tel qu'il est, plus vous avez un travail socialement utile, moins bien vous êtes payé et traité. Cela mène à une explosion sociale.

Pendant Occupy Wall Street, ce phénomène de fond était très sensible. Il y avait beaucoup de gens qui travaillaient dans les secteurs de l'enseignement, de la santé, ou de personnes qui disaient : « *Au moins, je veux faire un travail qui ne fasse de mal à personne et qui, si possible, fasse du bien aux autres.* » Mais, si vous faites cela, vous êtes traité si mal et payé si peu que vous ne pouvez même pas prendre soin de votre propre famille ! C'est une situation ridicule.

Parmi les gilets jaunes, vous avez aussi des petits entrepreneurs, patrons de restaurant, directeurs d'auto-école, courtiers en assurance...

Ce sont de tout petits-bourgeois, mais ce ne sont pas des prolétaires. Et ils constituent classiquement la partie du peuple capable de passer d'un bord à l'autre dans un moment révolutionnaire. C'est pour cela qu'il est très difficile de les mettre dans telle ou telle boîte. Leur niveau de vie est souvent comparable à celui des prolétaires, mais, dans le même temps, ils ont des sensibilités et des aspirations bourgeoises.

Le soulèvement des gilets jaunes se confronte à un pouvoir dont la particularité est de fusionner autorité politique et privilège de la création monétaire, avez-vous écrit dans Le Monde. Que voulez-vous dire par là ?

Il y a eu un changement dans le centre de gravité du système économique. Dans la forme classique du capitalisme, le rôle de l'État est de protéger la propriété des industriels et des entreprises de commerce. Leurs

profits proviennent de la dépossession des travailleurs, selon l'analyse marxiste, en les payant moins que la valeur qu'ils produisent. Mais, aujourd'hui, plus de la moitié des profits proviennent du secteur financier : finances, assurances, immobilier. Et encore, c'est largement sous-estimé, car il faudrait prendre en compte les activités financières des entreprises industrielles. Selon les statistiques les plus récentes que j'ai vues, presque tous les profits de General Motors proviennent de ses activités financières. Ils ne gagnent pas de l'argent en fabriquant des voitures, mais en prêtant de l'argent pour que les gens achètent leurs voitures.

Dans un système financiarisé, si votre source de profit ce sont les loyers, la finance, la création de dettes, la relation à l'État change. Pourquoi ? L'État ne se contente pas de protéger votre propriété ou de régler les controverses sur le travail. L'État est le moyen par lequel vous extrayez votre profit. Il n'est donc pas surprenant qu'une fusion se produise entre l'État et la finance. Plus les industries sont régulées, plus leurs profits augmentent. Parce que ce sont les entreprises qui écrivent les réglementations. On parle de « dérégulation », mais il s'agit plutôt de « re-régulation ». Une grande partie du profit des banques vient des réglementations, en dépit du discours ambiant. Si les règles viennent des banques, s'agit-il d'institutions gouvernementales ou d'agents économiques privés ? À ce stade, cela ne fait plus sens de séparer l'un de l'autre.

Quel rôle joue la création monétaire dans cette analyse ?

On se comporte toujours comme si l'argent, c'était des lingots d'or. Qu'il n'y en a pas tant que ça et que les gouvernements ont besoin de mettre la main sur un trésor pour se financer. Mais ce n'est pas vrai ! C'est une illusion. Si vous prenez la dette nationale américaine, la moitié est composée de l'argent que l'État se doit à lui-même.

Ce que les gilets jaunes disent, en gros, c'est que le système fiscal ne sert pas à financer des politiques, mais est juste une manière de redistribuer le pouvoir. Cela reconnaît le système fiscal en tant que système

de pouvoir, où certaines personnes se sont approprié les outils pour se donner encore plus de pouvoir à elles-mêmes. On parlait de cela dans le mouvement Occupy, en distinguant les « 1 % » des « 99 % ». Les « 1 % » ne sont pas seulement ceux qui touchent tous les bénéfices de la croissance économique depuis 2008. Ce sont aussi ceux qui ont fait tous les dons aux partis politiques pour les campagnes électorales. 99 % des dons pour la campagne électorale venaient des « 1 % ». Donc ce sont ceux qui ont transformé leurs richesses en pouvoir politique et le pouvoir politique en richesse. C'est la même chose que ce que disent les gilets jaunes.

Si l'argent se crée aujourd'hui essentiellement en accordant des prêts monétaires, pourquoi n'importe qui ne peut-il pas écrire de lettre de reconnaissance de dette ? Pourquoi je ne peux pas le faire moi-même ? Peut-être parce que ça prendrait du pouvoir à ceux qui le détiennent. En Angleterre, au début des années 1600, chaque boutique avait sa propre monnaie. Il n'y avait pas vraiment de petite monnaie. Tu achetais du pain, on te donnait un jeton que tu pouvais utiliser dans cette boutique. Et puisque tu pouvais l'utiliser là, tout le monde dans le quartier acceptait ces jetons. Les veuves créaient de l'argent. Elles réparaient des chaussettes ou des vêtements, elles disaient qu'un penny par exemple valait pour une chaussette réparée, et elles pouvaient acheter un pain en échange. Tout le monde pouvait créer de l'argent. Mais le système des impôts rend cela impossible. Il réimpose un monopole sur la création monétaire.

En quoi le monopole de création monétaire est-il lié au système des impôts ?

Il l'est car seul l'argent approuvé par le gouvernement peut servir à payer les impôts. Et comme il y a des impôts sur quasiment tout, c'est concrètement illégal de créer votre propre monnaie.

Mais n'est-ce pas contradictoire avec une vision de gauche qui défend l'impôt comme moyen de redistribution sociale ?



In fine, c'est un système qui redistribue du pouvoir aux puissants. L'argent c'est le pouvoir. Je pense qu'il faut vraiment réfléchir à la façon de démocratiser la création monétaire. Le revenu de base est une partie de la réponse, mais ne répond pas à tout. Certains disent que le *quantitative easing* [quand une banque centrale rachète massivement des titres de dette, ce qui augmente la quantité de monnaie en circulation – ndlr] pourrait servir à verser de l'argent sur les comptes bancaires de tout le monde. Très peu de gens n'ont pas de compte en banque. Et on pourrait en créer pour ceux qui n'en ont pas, en distribuant des proportions égales à tous.

D'un point de vue anarchiste, vous pourriez dire : le revenu de base, c'est l'État, donc ça ne va pas. Mais en fait on réduirait considérablement la bureaucratie avec ce système. Et notamment la partie la plus arrogante de la bureaucratie. Tous ceux dont le boulot est de vérifier que vous cherchez suffisamment un emploi. Ou que vous n'êtes pas drogué ou que vous êtes assez moral pour continuer à recevoir des aides. Tous ces boulots-là disparaîtraient, et ces gens pourraient eux aussi recevoir un revenu de base et former un groupe de musique. Ce que j'ai appris en travaillant sur les *bullshit jobs*, c'est que la plupart des gens qui les occupent sont malheureux.

Cette question de la création monétaire n'est pas du tout abordée par les gilets jaunes. Ils disent : « Taxez les riches ! »

C'est sûr que réclamer la refonte du système monétaire, c'est une revendication particulièrement révolutionnaire. Les gens réagissent au système tel qu'il est.

Mais vous ne croyez pas à la possibilité d'un meilleur système redistributif fondé sur l'impôt.

C'est techniquement possible. Mais ma réponse à Thomas Piketty, c'est que ce qu'il décrit ressemble à un énorme aspirateur. Face au capitalisme qui va aspirer de plus en plus de richesses pour le profit d'une élite, il semble proposer de fabriquer un autre aspirateur, qui aspire dans l'autre sens, mais pas aussi fort. Moi je dis : et si on éteignait la machine ?

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.